

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Préfecture des Côtes d'Armor  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Territoriales  
Bureau du Développement Durable

**A R R E T E COMPLEMENTAIRE**  
*portant modification des conditions d'exploitation d'une installation classée pour la protection  
de l'environnement*

**SAS CARRIERES DE GUITTERNEL - MEGRIT**

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU le Code minier ;
- VU le Code de l'environnement, livre V - titre 1<sup>er</sup>, et notamment ses articles R.512.31, R.512.33, R.512.39.1 et R.512.39.3 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévus aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 autorisant la SAS Carrières de Guitternel à exploiter une carrière à ciel ouvert de granit sur le territoire de la commune de MEGRIT au lieu-dit " Quelaron " ;
- VU le dossier établi par la SAS Carrières de Guitternel le 17 octobre 2014 et complétée le 24 septembre 2015 pour demander l'ajout des parcelles cadastrées section B n° 1473 et 1475 d'une superficie totale de 6 901 m<sup>2</sup> du périmètre autorisé de la carrière ;
- VU le rapport du 21 juin 2016 établi par l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées ;
- VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des sites "formation carrières" lors de sa séance du 6 juillet 2016 ;
- VU les observations émises par l'exploitant en date du 29 juillet 2016 ;

**CONSIDÉRANT** la demande de modification du périmètre de la carrière réglementée par

l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé, et notamment l'ajout des parcelles cadastrées section B n°1473 et 1475 d'une superficie totale de 6 901 m<sup>2</sup> ;

- CONSIDÉRANT** que la modification projetée n'accroîtra pas les impacts déjà étudiés et ne générera pas d'impacts supplémentaires ;
- CONSIDÉRANT** les obligations de remise en état des sols fixées par les articles 5 – 6,1-6,2 de l'arrêté préfectoral 14 mars 2006 , applicables aux parcelles cadastrées section B n°1473 et 1475 d'une superficie de 6 901 m<sup>2</sup> ;
- CONSIDÉRANT** la compatibilité du projet avec le schéma départemental des carrières en vigueur dans le département des COTES-D'ARMOR ;
- CONSIDÉRANT** dès lors que rien ne s'oppose à prendre acte de l'ajout des parcelles section B n°1473 et 1475 d'une superficie totale de 6 901 m<sup>2</sup> du périmètre autorisé de la carrière ;
- CONSIDÉRANT** l'ajout de ces parcelles nécessite une mise à jour des garanties financières applicables à la carrière et que la législation applicable aux garanties financières a évolué depuis 2006;
- CONSIDÉRANT** que l'acte de cautionnement actuel devra être modifié pour prendre en compte ces évolutions ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : périmètre d'autorisation**

- 1.1** - Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 sont modifiées : suite à l'intégration des parcelles B N° 1473 et 1475, l'article 1.2.1 relatif aux terrains autorisés pour l'exploitation et l'extraction est modifié comme suit :

	Commune et section	N° de parcelle du cadastre de la commune
Renouvellement et extension Superficie totale : 506 465 m <sup>2</sup>	MÉGRIT-Section B3	N° 948p, 949p, 950p, 951, 953 à 955, 956p, 957 à 960, 1030 à 1039, 1041p, 1042, 1043, 1265, 1269 à 1278, 1280 à 1285, 1288 à 1292, 1316 à 1319, 1321, 1322, 1472, 1474, 1498 à 1501, 1705, 1707, 1715, 1717, 1721, 1473 et 1475 et chemins d'exploitation
Dont zone d'extraction Superficie d'extraction : 427 938 m <sup>2</sup>	MÉGRIT-Section B3	N° 1278, 1280 à 1285, 1288 à 1290, 1292, 1318, 1319, 1498 à 1501, 1705 et (extension) : N°948p, 949p, 950p, 951, 953 à 955, 956p, 957 à 960, 1030 à 1039, 1041p, 1042, 1043, 1272 à 1277, 1291, 1472, 1474, 1473 et 1475 et chemins d'exploitation

« L'autorisation d'extraction est restreinte aux surfaces indiquées sur le plan annexé. »

1.2 - Les dispositions de l'article 1.4.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont modifiées comme suit :

« Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 61 m NGF. »

## **Article 2 : Phases d'exploitation et échéance**

2.1 - Les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont modifiées comme suit :

Phase	période	Travaux	Profondeur maximale	Tonnage moyen extrait	Volume des stériles	Remise en état
1	2016 (1 an)	Démarrage de l'exploitation de l'îlot central (palier supérieur). Ouverture du palier à 75 m NGF et avancée vers l'Est du palier à 75m NGF et du palier à 90m NGF.	75m NGF	530 000 t	4 000 m <sup>3</sup>	Sans objet
2	2016-2021	Poursuite et fin de l'exploitation du palier supérieur de l'îlot central. Poursuite de l'exploitation du palier à 75 m NGF au sud.	75m NGF	2 Mt	20 000 m <sup>3</sup>	Sans objet
3	2021-2026	Exploitation des paliers à 75 m NGF, 90 m NGF et 105 m NGF vers le nord.	75m NGF	2 Mt	20 000 m <sup>3</sup>	Sans objet
4	2026-2031	Exploitation des paliers à 75 m NGF, 90 m NGF et 105 m NGF vers le nord.	75m NGF	2 Mt	20 000 m <sup>3</sup>	Sans objet
5	2031-2036	Ouverture du palier à 61 m NGF et poursuite de l'exploitation sur les autres paliers vers le nord.	61m NGF	2 Mt	20 000 m <sup>3</sup>	Mise en œuvre de l'article 6 de l'AP

2.2- L'article 3.6, relatif aux servitudes liées au château d'eau, est abrogé.

### **Article 3 : Prévention des nuisances et des risques liés aux tirs de mine :**

**3.1-** Suite à la démolition du château d'eau, l'article 4.8 de l'arrêté du 14 mars 2006, relatif à la prévention des nuisances et des risques liés aux tirs de mine, est modifié comme suit :

**3.2-** Les articles 4.8.6, 4.8.7 et 4.8.13 sont abrogés.

**3.3-** L'article 4.8.9 est modifié comme suit :

*« Une mesure des vibrations et de la pression acoustique engendrées par le tir est réalisée systématiquement au niveau des habitations les plus exposées lorsque la distance aux ouvrages est inférieure ou égale à 130 m. »*

**3.4-** L'article 4.8.12 est modifié comme suit :

*« Le résultat des mesures est conservé avec un plan de tir. »*

### **Article 4 : Remise en état du site**

Suite à la démolition du château d'eau, seul l'article 6.1.9 de l'arrêté du 14 mars 2006, relatif à l'aménagement d'un chemin de maintenance des canalisations et d'accès au château d'eau, est abrogé.

### **Article 5 : Montant des garanties financières**

L'article 7.1.2 de l'arrêté du 14 mars 2006 est modifié comme suit : les montants de référence des garanties financières, pour un indice TP01 de 699,8 et une TVA de 20 % (valeurs en mai 2014) sont de :

Phases	Période	Montant (en euros TTC)
1	Mars 2016-février 2021	716 575,05
2	Mars 2021-février 2026	637 787,70
3	Mars 2026-février 2031	597 869,72
4	Mars 2031-février 2036	519 511,53

### **Article 6 : Dispositions administratives**

**6.1-** Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de MEGRIT et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

**6.2-** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 7 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 8 : Application**

M. le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor,  
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de MEGRIT, à la société SAS CARRIÈRES DE GUITERNEL et au propriétaire du terrain.

Saint-Brieuc, le 11 AOUT 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Gérard DEROUIN

